

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



48182



Distr.
PROVISOIRE

E/CN.14/P/SR.9(V)
9 mai 1963

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cinquième session
Léopoldville, février-mars 1963

COMITE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DES PRIORITES
COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA NEUVIEME SEANCE

tenue au Palais de la Nation, à Léopoldville
le vendredi 15 février 1963, à 15h.45

Président : M. Doukkali (Maroc)
Secrétaire : M. Chidzero

Sommaire :

Programme de travail et priorités pour 1963-1964 (suite)

Les représentants qui désirent apporter des rectifications au présent compte rendu sont priés de transcrire ces rectifications sur un exemplaire du compte rendu qu'ils devront faire parvenir le plus tôt possible à la Section de traduction, Maison de l'Afrique, P.O.Box 3001, Addis-Abéba, Ethiopie

63-LEO-40

63-1470

PROGRAMME DE TRAVAIL ET PRIORITES POUR 1963-1964
(E/CN.14-230 et Add.1 et Corr.1, 2 et 3) (suite)

B. Liste annotée des projets pour 1963-1964

IV. Agriculture

Le PRESIDENT invite le Comité à continuer l'examen du point 31-02 (Plans et programmes de développement agricole).

M. YAKER (Algérie) fait part de l'étonnement de sa délégation de ne pas voir la réforme agraire figurer au Programme de travail. Le secrétariat a fait savoir qu'il considérait la réforme agraire comme une phase des politiques agraires. Cependant, étant donné les répercussions d'une réforme agraire sur la production agricole, les échanges commerciaux, les niveaux de vie et l'économie dans son ensemble, une étude spéciale de cette question serait justifiée. La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture devrait préparer un rapport détaillé et complet sur les problèmes et les techniques des réformes agraires.

Etant donné que de nombreux pays ont à résoudre des problèmes en matière de lutte contre l'érosion et d'irrigation, le représentant de l'Algérie propose d'ajouter à la fin du paragraphe d) les mots : "l'irrigation et la lutte contre l'érosion".

M. ACOCK (Secrétariat) dit que la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture est en mesure de préparer un rapport sur la réforme agraire. Il insiste cependant pour qu'aucune date limite ne soit fixée pour son élaboration, car d'autres organismes et notamment le Siège des Nations Unies et la FAO, devront être consultés. Le cas échéant, on pourrait ajouter au point 31-10 (Etudes et réunions sur le développement agricole) un alinéa f) supplémentaire libellé comme suit : "Etude générale de la réforme agraire dans les pays africains, à entreprendre en collaboration avec la FAO et le Siège des Nations Unies".

Quant au second point soulevé par le représentant de l'Algérie, M. Acock fait observer que la lutte contre l'érosion est un problème d'ordre technique qui est plutôt du ressort de la FAO; il serait donc

préférable d'en saisir directement la FAO plutôt que la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture. Cette question ne pourrait être inscrite au Programme de travail de la CEA que si on mettait l'accent sur les conséquences économiques et sociales de l'érosion des sols. Quoiqu'il en soit, elle pourrait difficilement figurer à l'alinéa d) du point 31-02, qui a trait au rôle des institutions dans le développement agricole; si elle était incluse dans le Programme de travail, elle devrait faire l'objet d'un alinéa supplémentaire. Cependant, s'il était bien entendu que le rapport considéré porterait sur les conséquences économiques et sociales de l'érosion des sols et qu'il ne devrait pas être achevé avant 1964 ou 1965, le Secrétaire ne verrait pas d'objection à ce que la lutte contre l'érosion soit mentionnée à l'alinéa du point 31-10, qui mentionne déjà l'irrigation.

M. CARNEY (Sierra Leone) attire l'attention sur le fait que le développement communautaire est mentionné dans les "Observations" relatives au point 31-02; il propose si le secrétariat n'y voit pas d'inconvénient, d'insérer les mots "en vue d'examiner la possibilité d'appliquer les techniques du développement communautaire à l'agriculture". Si certains pays ont appliqué ces techniques à l'agriculture, bien peu nombreux sont ceux qui se rendent compte combien la production agricole pourrait être augmentée par l'application des méthodes du développement communautaire.

Le PRESIDENT informe le représentant du Sierra Leone que le secrétariat a pris note de sa suggestion.

Il invite ensuite le Comité à passer à l'examen de la sous-section 31-10 (Etudes et réunions sur le développement agricole).

Parlant en tant que représentant du Maroc, il demande au secrétariat quels progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'alinéa d), "Action liée à l'étude à long terme sur la situation économique de l'Afrique et à l'Enquête de la FAO pour l'Afrique".

M. ACOCK (Secrétariat) répond que l'Enquête de la FAO pour l'Afrique a été publiée vers la fin de 1961. Elle a été communiquée aux gouvernements et examinée à la dernière session de la Conférence de la

FAO, qui s'est tenue en 1961. Il s'agit d'une enquête de caractère général qui englobe le secteur agricole; M. Acock précise que c'est à dessein qu'il emploie le mot "englobe", car le secteur agricole a été placé dans un large contexte économique. En plus de l'enquête générale, il y a eu un certain nombre d'études par pays. M. Acock ignore quelles autres mesures sont envisagées, mais la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture est prête à coopérer à toute continuation des travaux et ainsi qu'à l'enquête menée actuellement par M. Dudley Seers.

Le PRESIDENT, parlant en tant que représentant du Maroc, fait observer que bien que l'Enquête de la FAO pour l'Afrique couvre tout le continent à l'exception de l'Afrique du nord, c'est pourtant le Maroc qui avait présenté la résolution demandant cette enquête.

Il croit se souvenir qu'il avait été affirmé que des fonds suffisants étaient disponibles pour la continuation du projet et M. Terver, le représentant de la FAO à la présente session s'est récemment rendu en mission en Afrique du nord pour étudier les ressources et les besoins de la région.

M. TERVER (Représentant de la FAO), parlant sur l'invitation du Président, précise qu'il y a deux projets de la FAO : un projet méditerranéen, qui couvrirait également l'Afrique du nord, et un projet africain. La FAO a un Comité consultatif pour les questions africaines, qui a pour mission d'étudier le continent tout entier; à l'heure actuelle, sa tâche se subdivise en trois parties : a) procéder à des études par pays, b) étudier des projets en cours ou en instance d'élaboration ressortissant au Fonds spécial ou à la campagne mondiale contre la faim, afin de déterminer s'il serait possible d'en faire des projets de base pouvant contribuer au développement intégré de l'Afrique, et c) examiner s'il ne serait pas possible de sélectionner certains projets de zone qui pourraient servir de base pour préparer l'intégration d'économies complémentaires. Un rapport sur les travaux de ce Comité sera présenté à la Conférence de la FAO.

Le PRESIDENT invite le Comité à passer à l'examen de la sous-section 32 (Répartition et consommation des produits agricoles).

Le PRESIDENT attire l'attention du Comité sur un document qui a été distribué à la demande du représentant de l'Ethiopie : il s'agit d'un extrait du projet du rapport intérimaire du Comité préparatoire pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui doit être soumis au Conseil économique et social et dans lequel sont énoncés les principaux sujets à faire figurer à l'ordre du jour de la Conférence.

M. WODAJO (Ethiopie) fait observer que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a exprimé l'intention de mobiliser toutes les ressources des commissions économiques régionales aux fins de préparer la documentation nécessaire pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. M. Wodajo se demande si le secrétariat de la CEA a l'intention de donner à son Programme de travail une nouvelle orientation, eu égard à cette tâche de grande importance.

M. EWING (Secrétariat) assure le Comité que des modifications ont été apportées au Programme de travail pour tenir compte de la tâche considérée. Il a lui-même, récemment, examiné au Siège des Nations Unies la question de la contribution à fournir par la CEA.

En outre, les documents préparés pour la prochaine session du Comité permanent du commerce de la CEA qui doit se tenir vers la fin de l'année seront mis à la disposition de la Conférence sur le commerce et le développement, soit pour servir de données à élaborer par le Comité préparatoire, soit comme documents directement soumis à la Conférence elle-même.

Les documents du Comité permanent relatifs aux échanges intra-africains, aux accords de commerce régionaux et aux échanges entre l'Afrique et d'autres régions, figurent sur la courte liste qui doit bénéficier d'une priorité; ils seront soumis à la Conférence avec les amendements qui pourront se révéler nécessaires. Par l'intermédiaire de son Comité permanent du commerce, la CEA sera probablement invitée à exposer à la Conférence ses vues sur certaines questions essentielles qu'elle juge devoir être examinées; la Commission poursuivra sans doute l'examen de cette question à sa cinquième session et le secrétariat, de son côté,

continuera de servir d'organe de transmission pour les échanges de vues. Le Comité préparatoire travaille en coopération étroite avec les secrétariats des commissions régionales. Toutes les suggestions que les Etats membres de la CEA pourraient faire pour réajuster le Programme de travail lui-même ou l'ordre des priorités en vue de répondre aux besoins de cette très importante conférence, seront les bienvenues.

M. WODAJO (Ethiopie) espère que des exemplaires de l'annexe de l'ordre du jour provisoire de la Conférence, qui contient une liste des études proposées, seront mis à la disposition des participants à la cinquième session.

M. EWING (Secrétariat) répond qu'aucun effort ne sera négligé pour donner une suite favorable à la demande du représentant de l'Ethiopie.

Le PRESIDENT invite le Comité à reprendre l'examen du document E/CN.14/230, et de passer notamment à celui de la section V (Statistique).

V. Statistique

Le PRESIDENT invite M. El-Tawil, Chef Adjoint de la Division de la Statistique, à présenter la section V.

M. EL-TAWIL (Secrétariat) indique que tous les projets de la section sont des projets continus de haute priorité. Il souligne l'importance des activités de formation professionnelle que l'on est en train d'entreprendre. L'Organisation des Nations Unies et la Commission, avec l'aide des services de l'assistance technique, assurent une formation de statisticiens au niveau moyen dans trois centres de formation et prêtent leur concours à deux autres centres ainsi qu'à un centre de niveau universitaire. Les services consultatifs pour le développement de la statistique dans la région se composent actuellement de cinq conseillers régionaux et de trois fonctionnaires en résidence à Addis-Abéba.

Un des principaux domaines dans lesquels le développement de la statistique a besoin d'assistance est l'échange d'informations sur les activités statistiques dans la région, par des moyens tels que le bulletin trimestriel "Informations statistiques" et des manuels de méthodologie

adaptés aux besoins africains. On a beaucoup travaillé à l'élaboration de normes statistiques. La Division de la statistique a également préparé une documentation pour la Conférence des statisticiens africains qui se tient tous les deux ans. Elle a convoqué des réunions de groupes d'experts dans divers domaines particuliers : c'est ainsi qu'au cours de cette année il doit se tenir, en coopération avec le Fonds monétaire international, une réunion consacrée aux problèmes de la balance des paiements; une réunion à propos d'une enquête sur la consommation des produits alimentaires, organisée conjointement avec la FAO; un groupe de travail sur les statistiques de la formation de capital et un groupe de travail sur les statistiques du commerce.

La Division de la statistique est en outre chargée de rassembler et d'évaluer au profit des divisions organiques des données statistiques sur le commerce, l'industrie, les transports, etc.

M. YAKER (Algérie) demande quel sera l'itinéraire du voyage d'étude dont il est question au point 41-02 b).

M. EL-TAWIL (Secrétariat) précise que le groupe participant au voyage d'étude, qui sera organisé conjointement avec la CEE, se composera d'environ seize statisticiens originaires de pays d'Afrique et d'un nombre égal de statisticiens originaires de pays européens, de pays d'Europe orientale et méridionale surtout. L'itinéraire lui-même n'a pas encore été définitivement fixé; il sera communiqué en temps utile aux organismes statistiques africains intéressés.

Le PRESIDENT dit qu'il serait peut-être préférable de remettre à plus tard l'examen de la section VI et il invite M. Royer, Chef de la Division de la statistique, à présenter la section VII.

VII. Formation professionnelle

M. ROYER (Secrétariat) fait observer que la formation professionnelle devient un aspect de plus en plus essentiel du travail du secrétariat, en raison de l'importance qui lui a été attribuée à toutes les sessions de la Commission.

Au sujet du point 61-01 (Moyens de formation en Afrique), il signale, c'est à dessein que la nature des activités en question a été indiquée en termes très généraux; le secrétariat souhaite en effet connaître les vues du Comité sur ce sujet avant d'être plus explicite.

Les préparatifs pour l'institut décrit au point 61-02 (Formation dans le domaine de la planification économique et sociale) sont assez avancés; une nouvelle réunion du Comité permanent compétent doit avoir lieu la semaine suivante et le Conseil examinera la question de l'institut au titre du point 8 de l'ordre du jour provisoire. Les progrès des activités visées au point 61-03 (Formation en cours d'emploi d'économistes et de statisticiens) ont inévitablement été lents, du fait que la CEA n'a pu prendre qu'un petit nombre de stagiaires, quand elle était encore au stade de ses débuts; mais actuellement ce stade est nettement dépassé, et les activités relatives à la formation en cours d'emploi pourront être étendues.

Des cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques et statistiques (point 61-04) ont été organisés en 1961 et 1962; un autre aura lieu en 1963, dont le financement sera assuré par le budget de l'assistance technique. Le travail accompli dans les centres de statistique dont il est question au point 61-05 (Formation de statisticiens) est très important, car les étudiants formés dans ces centres en formeront d'autres à leur tour. Au sujet de l'alinéa b) des observations relatives au point 61-06 (Cours de formation pour les fonctionnaires des douanes), M. Royer informe le Comité que des fonds de l'assistance technique sont maintenant disponibles pour le cours envisagé en 1963.

Il est aisé de voir que les activités de formation professionnelle portent sur de nombreux domaines. Le moment est peut-être venu de passer en revue l'ensemble de la situation et de décider comment ces activités doivent être développées. C'est ce que le secrétariat avait en vue à propos du point 61-01. Il serait heureux de connaître l'avis des membres du Comité, en particulier sur les alinéas a) et b) des "Observations" relatives à ce point. Le sujet de l'alinéa b) est étroitement lié à celui du point 51-15 de la section VI (Administration publique).

M. MASIRE (Betchouanaland) félicite le Secrétariat de son exposé détaillé des activités déployées en faveur de la formation professionnelle. Faute d'un personnel instruit capable de les mener à bien, les projets économiques sont condamnés inévitablement à rester infructueux.

M. CARNEY (Sierra Leone) voudrait savoir exactement à quoi correspond le projet mentionné à l'alinéa c) des "Observations" du point 61-01, qui concerne un programme de formation à l'intention de diplomates africains en Afrique.

M. ROYER (Secrétariat) rappelle au Comité qu'un programme de formation au profit de diplomates africains a déjà été organisé par le Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies et est actuellement mis en oeuvre à Genève; on propose maintenant de confier cette activité à la CEA. A l'époque où l'on a commencé d'exécuter ce projet, il n'a pas été possible d'en charger la CEA, qui ne disposait pas du personnel requis à cet effet. Il y a lieu de penser que ce personnel sera disponible en 1964 en sorte que, si la Commission approuve le projet, le premier stage de formation pourra être organisé au cours de cette année.

Le PRESIDENT invite le Comité à examiner le point 61-02 (Formation dans le domaine de la planification économique et sociale).

M. YAKER (Algérie) voudrait connaître le nombre des étudiants qui seront admis à l'institut africain de développement économique et de planification de Dakar, ainsi que les critères qui présideront à leur sélection.

Le PRESIDENT, parlant en tant que représentant du Maroc, demande si le Secrétariat a envisagé la possibilité d'établir des projections à long terme dans le domaine de la formation professionnelle. Ces projections sont indispensables si l'on veut éviter des goulots d'étranglement.

M. ROYER (Secrétariat), répondant aux questions posées par le représentant de l'Algérie, précise, en premier lieu, que 40 demandes ont été reçues pour le premier stage et que 32 bourses ont été octroyées et,

en deuxième lieu, qu'il appartient à la Commission de se prononcer sur les critères à adopter pour la sélection des candidats; le rapport du Secrétaire exécutif à la Commission contient des suggestions à cet égard.

Des projections à long terme concernant la formation professionnelle ont été établies par plusieurs organisations, dont l'OIT, l'UNESCO et l'Organisation des Nations Unies. Des groupes mixtes, centrés sur l'OIT, travaillent à des études portant sur les projections en Afrique. Les résultats en seront publiés dès qu'ils seront disponibles.

M. ACQUAH (Ghana) attire l'attention sur le fait qu'il n'a pas été question du développement communautaire au cours des délibérations consacrées à l'institut africain de développement économique et de planification. Si le secrétariat ne songe pas au développement communautaire lorsqu'il s'occupe de la formation en matière de planification, la nécessité de former des travailleurs sociaux risque d'être oubliée, ce qu'il importe d'éviter. Il faut que les organismes de protection sociale soient associés d'une manière plus systématique à l'institut envisagé.

M. ROYER (Secrétariat) donne au représentant du Ghana l'assurance que la planification sociale occupera une place importante dans le programme de l'institut. L'importance du développement social a toujours été mise en relief lors des discussions préliminaires et nul n'entend en faire la Cendrillon de l'institut.

Le PRESIDENT invite le Comité à examiner le point 61-03 (Formation en cours d'emploi d'économistes et de statisticiens).

M. PARKER (Libéria) rend hommage au secrétariat pour l'excellence de son travail en matière de formation professionnelle. Etant donné que lors de la création de la banque africaine de développement, la nécessité de disposer d'un personnel dûment formé se fera sentir avec acuité, le secrétariat devrait étudier la possibilité d'assurer la formation du personnel requis à Addis-Abéba, à Dakar, à la BIRD et à l'institut africain de développement économique et de planification.

Le PRESIDENT invite le Comité à passer à l'examen du point 61-04 (Cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques et statistiques).

M. APPIAH (Ghana) signale à l'attention du Comité que, selon les "Observations" relatives à ce point, le premier cours a eu lieu en 1962, alors qu'il croit savoir qu'un cours analogue avait été organisé en 1961.

Il voudrait savoir comment ces cours ont été organisés. Il sait que des professeurs ont été fournis par des universités et des institutions américaines, mais il ignore les critères qui ont présidé à leur choix. Y a-t-il eu des professeurs venus de pays à économie centralement planifiée ?

M. ROYER (Secrétariat) explique que le cours de 1962 a été le premier que la CEA ait organisé seule; celui de 1961 avait été dirigé conjointement par la CEA et l'AID. En 1962, le Secrétaire exécutif était libre de faire appel à des chargés de cours appartenant à n'importe quel pays Membre de l'Organisation des Nations Unies. Théoriquement, il serait préférable que l'enseignement soit confié à des chargés de cours ayant une large expérience de l'Afrique, aussi, le secrétariat espère-t-il pouvoir s'assurer les services d'un nombre croissant d'enseignants formés dans les universités africaines. En 1962, la plupart des chargés de cours venaient de pays africains.

M. APPIAH (Ghana) demande s'il ne serait pas avantageux pour la CEA de faire appel à l'expérience des pays à économie centralement planifiée. Les pays d'Europe orientale ont une plus grande expérience dans ce domaine que les pays africains.

M. CARNEY (Sierra Leone) voudrait savoir si, eu égard à la création envisagée d'un institut africain de développement économique et de planification, on peut penser que le cours d'été de 1963 sera le dernier à être organisé à Addis-Abéba et que, par la suite, toute la formation professionnelle sera assurée par l'institut.

M. ROYER (Secrétariat) indique qu'à l'égard du point soulevé par le représentant du Sierra Leone, l'opinion du Comité sera la bienvenue. Les cours d'été sont destinés à des étudiants non encore diplômés; en conséquence, leur niveau est inférieur à celui de l'enseignement qui sera dispensé à l'institut, lequel est appelé à recevoir des fonctionnaires aussi bien que des étudiants.

M. CARNEY (Sierra Leone) estime que rien ne s'oppose à ce que l'institut prenne en charge les cours d'été. Il sait que certains des étudiants qui doivent être envoyés à l'institut de Dakar accomplissaient la dernière année de leurs études universitaires et devaient être affectés à des emplois dans la fonction publique de leur pays à l'issue de leurs études à l'institut de Dakar. Il n'y aura donc pas une très grande différence entre les niveaux des deux cours.

M. RUGARABAMU (Tanganyika), se référant au point 61-06 (Cours de formation pour les fonctionnaires des douanes), demande où sera organisé le cours dont il est question à l'alinéa b) des "Observations" relatives à ce point.

M. NYPAN (Secrétariat) répond que la CEA a pressenti les gouvernements de deux pays de l'Afrique de l'ouest pour leur demander si le cours pourrait avoir lieu dans l'une ou l'autre de leurs capitales. Ce cours sera destiné à des fonctionnaires des douanes de l'Afrique de l'ouest.

M. YAKER (Algérie) voudrait savoir si ce cours ne sera ouvert qu'aux seuls pays d'expression anglaise.

M. NYPAN (Secrétariat) explique que le projet a vu le jour lors de la réunion d'un groupe de travail organisé à Dakar en 1961. Ce groupe de travail s'est subdivisé en deux autres groupes, l'un d'expression anglaise, l'autre d'expression française. Le groupe d'expression anglaise a demandé à la CEA d'organiser des cours au profit de ses membres, alors que le groupe d'expression française a estimé que les cours organisés par la France pourvoient à ses besoins en la matière, en sorte que l'intervention de la CEA était superflue.

M. ACQUAH (Ghana) voudrait savoir ce que signifie, en réalité, le titre du point 61-07 (Cours de formation pour familiariser le personnel administratif et technique des différents pays avec les méthodes et techniques du développement communautaire). Après avoir lu le rapport du Cycle d'étude sur le développement communautaire, il est quelque peu perplexe au sujet du titre du projet. Si les activités de développement communautaire sont considérées comme une profession, la période de formation devrait durer plus de quatre semaines. On a dit qu'il s'agissait en fait d'un cours d'orientation destiné aux fonctionnaires des échelons où se prennent les décisions. Mais, pour indispensable qu'il soit d'initier ces fonctionnaires aux objectifs et aux aspects du développement communautaire, un cours d'orientation est foncièrement différent d'un cours de formation. Le libellé actuel du titre laisserait entendre qu'on peut former un fonctionnaire du développement communautaire en l'espace de quatre semaines. Or, tel n'est pas le cas.

M. ROYER (Secrétariat) admet que le titre peut prêter à équivoque. Il conviendrait de lire "stages d'entretien".

M. SHUMBUSHO (Rwanda) fait observer que la plupart des établissements de formation professionnelle mentionnés dans le Programme de travail se trouvent en Afrique de l'ouest. Il voudrait connaître les critères qui ont présidé au choix de leurs emplacements et à la répartition géographique des étudiants qui les fréquentent.

M. ROYER (Secrétariat) précise que, pour des raisons purement historiques, on a commencé par s'occuper des pays qui ont été les premiers à faire partie de la Commission. Maintenant que de nombreux pays de l'Afrique de l'est et de l'Afrique du centre sont devenus membres de la CEA, tout sera mis en oeuvre pour rétablir l'équilibre.

Le PRESIDENT invite M. Laberge, Chef du service de l'administration publique à présenter la section VI - "Administration publique" - dont le texte, qui faisait primitivement partie du document E/CN.14/230, a été remplacé par celui qui figure dans le document E/CN.14/230/Corr.3.

M. LABERGE (Secrétariat) explique qu'il a fallu publier un corrigendum à cette section du Programme de travail, du fait que le processus de décentralisation en vertu duquel la CEA prend en charge les activités relevant de l'administration publique n'est pas encore arrivé à son terme et que certains renseignements en provenance du Siège des Nations Unies ne sont parvenus qu'à la dernière heure. Le Conseil économique et social, dans sa résolution 907(XXXIV), a souligné que l'existence de structures administratives solides et d'une administration publique saine est une condition essentielle du progrès des pays en voie de développement; en conséquence, il appartient aux commissions économiques régionales de s'occuper des problèmes de réforme administrative. Si l'on veut que le Service de l'administration publique de la CEA s'acquitte efficacement de sa tâche, il faut faire en sorte qu'il soit dûment renseigné sur les besoins des gouvernements en la matière.

Le point 51-01 (Assistance et services consultatifs dans le domaine de l'administration publique à la demande des gouvernements) se rapporte à des sujets que la CEA prend graduellement en charge pendant le déroulement du processus de décentralisation. Les projets spéciaux faisant l'objet des points 51-10, 51-11 et 51-13 visent tous à l'amélioration des organismes gouvernementaux chargés de favoriser le développement économique et social. Les activités mentionnées au point 51-12 (Achats et approvisionnements des pouvoirs publics) ont pour objet d'assurer une utilisation plus efficace des ressources disponibles. Un simple coup d'oeil sur le rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains, qui s'est tenu à Addis-Abéba en octobre 1962 (E/CN.14/180), suffit pour faire ressortir l'urgence du projet 51-14, qui se rapporte aux besoins en matière de formation de personnel. A l'instigation du Siège des Nations Unies, les points 51-14 et 51-15 qui figuraient initialement dans le document E/CN.14/230, ont été groupés pour constituer le point unique 51-14 du corrigendum. Le point 51-15 (Tournée d'étude de l'administration locale à l'intention de hauts fonctionnaires africains) concerne un voyage en Inde et en Yougoslavie organisé avec la coopération de ces deux pays.

Bien que le Programme de travail ne contienne aucun point particulier relatif à l'administration fiscale, le conseiller régional spécialiste en la matière doit travailler en coopération étroite avec d'autres divisions de la CEA chaque fois que les activités de celles-ci touchent au domaine de l'administration, comme c'est le cas, par exemple, pour les points 01-11 et 12-02.

Répondant à une question de M. PARKER (Libéria), M. LABERGE (Secrétariat) explique que les services consultatifs envisagés au point 51-01 c) prendront la forme d'une assistance préliminaire que le personnel de la CEA pourra fournir moyennant un préavis relativement court.

M. CARNEY (Sierra Leone) faisant observer que les questions mentionnées aux alinéas a) et e) du point 51-10 sont étroitement connexes, pense qu'il faudrait les grouper ensemble. Son expérience lui permet de dire qu'il n'est pas rare que des défauts de structure de l'administration publique empêchent d'utiliser au mieux les services d'experts de l'assistance technique dans le domaine considéré. Nombreux sont les pays qui doivent encore élaborer les meilleurs moyens de faire usage des services de ces experts et d'évaluer les résultats de leur travail. Pour assurer la coordination des efforts des experts, ceux-ci devraient être rattachés aux organismes centraux de planification.

Quant au point 51/11 (Structure administrative) L. Carney préconise une étude comparative de l'efficacité des trois formes d'organisation des pouvoirs publics qui ont eu la plus grande influence en Afrique, à savoir les systèmes britannique, français et américain.

Aucune autre observation n'étant présentée, le Président déclare closes les délibérations du Comité sur le Programme de travail et les priorités.

La séance est levée à 19h.45